

2017 : Sarkozy accepte une primaire à droite

« Qui pourrait de bonne foi douter qu'il en fût autrement ? », a-t-il lancé, hier soir, lors de son premier meeting dans le Nord pour son « retour au peuple ».

Nicolas Sarkozy a accepté, hier soir, l'organisation d'une primaire à droite pour l'élection présidentielle de 2017 dans son premier meeting depuis son retour en politique, dans lequel il a esquissé les grandes lignes d'un programme de gouvernement.

Devant deux mille personnes réunies dans un gymnase de Lambersart (Nord), près de Lille, et autant à l'extérieur, l'ancien chef de l'Etat, qui a annoncé la semaine dernière sa volonté de briguer la présidence de l'UMP en novembre, est apparu tel qu'en 2012. Il a d'emblée clarifié sa position sur la primaire présidentielle de 2016 que ses rivaux à droite, les anciens Premiers ministres Alain Juppé et François Fillon, le soupçonnaient de vouloir escamoter.

« Il y aura une primaire, qui pourrait de bonne foi douter qu'il en fût autrement ? », a-t-il dit, levant l'ambiguïté qu'il avait jusqu'ici savamment entretenue. S'il est élu à la tête de l'UMP, a-t-il ajouté, il s'efforcera de « mettre fin aux querelles, aux disputes dérisoires qui ont ridiculisé notre famille politique ces deux dernières années » grâce à un



L'ancien chef de l'Etat a démarré son discours par un hommage au guide-photographe niçois Hervé Gourdel. (Photo Reuters)

« grand rassemblement ».

Trop de fonctionnaires

« Nous aurons besoin de l'expérience et du talent qui est grand d'Alain Juppé. Nous aurons besoin de François Fillon avec qui j'ai travaillé pendant cinq années en pleine confiance », a-t-il poursuivi en affichant sa règle : « Tu veux une grande place, tu vas travailler beaucoup. » Il a ébauché les grandes lignes

de son programme pour redresser l'économie et restaurer le crédit du politique.

« Le nombre de fonctionnaires devra être réduit et il nous faudra sans doute accepter pour l'Etat comme pour les collectivités territoriales que les recrutements dans la fonction publique ne soient pas tous soumis à la règle du statut à vie car ce n'est plus adapté aux exigences du monde moderne », a-t-il

expliqué à une salle acquise à sa cause.

« Travailler davantage »

Pour Nicolas Sarkozy, un chômeur ne pourra plus percevoir d'allocations s'il refuse un travail et l'octroi du RSA devra être conditionné à « l'exercice d'une activité au service de la communauté ». « Nous devons travailler davantage, les Français peuvent l'entendre et peuvent le comprendre », a-t-il poursuivi en estimant que « vacances, jours fériés et RTT » ne pouvaient plus être, comme actuellement, le « but ultime » des Français. Il s'en est pris aux syndicats « qui sont sortis de leur rôle en appelant comme un seul homme à voter pour le candidat socialiste » en 2012 et dénoncé les étrangers qui ne veulent pas « s'adapter » à la société française. L'ancien président a proposé d'utiliser le référendum, citant les exemples de la réduction, selon lui indispensable, du nombre de parlementaires, et de la réforme territoriale. Il s'est en revanche montré prudent sur le mariage homosexuel, une réforme de la gauche qu'une partie de son électorat veut abroger, promettant un débat.

Chômage

Le Foll appelle Gattaz à arrêter les « provocations »

Le Medef a dévoilé, mercredi, sa thérapie de choc, incluant la remise en cause de la durée légale du travail ou le report de l'âge de la retraite, et dit pouvoir ainsi prévoir de créer un million d'emplois en cinq ans. Alors que le chômage a connu un rare recul de 0,3 % en août, le porte-parole du gouvernement a suggéré au Medef de prendre des engagements dans le cadre du pacte de responsabilité plutôt que de présenter des propositions polémiques. « S'il y a eu une baisse sur le chômage, ce n'est pas en écoutant monsieur Gattaz, il y a aussi des mesures qui ont été prises », a déclaré Stéphane Le Foll sur Radio Classique et LCI. « Est-ce qu'on peut, à un moment, de la part du président du Medef, avoir un engagement par rapport à ce qui a été fait par le gouvernement ? Quarante et un milliards sont mis sur la table sur les trois ans, pour les entreprises. Est-ce que monsieur Gattaz pourrait arrêter ses provocations et se mettre autour de la table pour travailler et donner cette confiance dont on a besoin ? », s'est-il exclamé.